

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA SAS

« Le Bopis des Huets »
58410 Entrains-Sur-Nohain

Références : 250480
Code AIOT : 0005401517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement OMYA SAS, implanté au lieu-dit « Le Bois des Huets » - 58410 Entrains-sur-Nohain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle ainsi qu'à la fin de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 septembre 2024, modifié le 14 janvier 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- « Le Bois des Huets » - 58410 Entrains-sur-Nohain
- Code AIOT : 0005401517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert autorisée depuis 1999. Cette carrière fait partie des quatre carrières composant les "carrières de Jussy" sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1er	Sans objet
2	limitation des consommations	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.1	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.4	Sans objet
4	Rejets	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.3	Sans objet
5	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 38	Sans objet
6	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 37	Sans objet
7	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 3	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.1 Al.1	Sans objet
9	retombées atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont gérées de manière satisfaisante.

Par ailleurs, conformément à la mise en demeure, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance concernant les modifications du phasage d'exploitation et des conditions de remise en état. L'arrêté de mise en demeure est désormais respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/01/2025, article 1 ^{er}
Thème(s) : Situation administrative, phasage
Prescription contrôlée : L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 58-2024-09-06-00004 est modifié comme suit : <i>« La société OMYA exploitant une installation de carrière sise au lieu-dit « Bois des Huets » sur la commune d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN est mise en demeure :</i>

- **soit, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,** de respecter les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en finalisant la remise en état de la phase n° 2 ;
- soit de régulariser sa situation en déclarant le changement de phasage à l'inspection par un porter-à-connaissance.

Dans le cas où l'exploitant choisit de finaliser la remise en état de phase n° 2, il doit sans délai à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en arrêtant l'exploitation de la phase 4. L'exploitation de la phase 4 ne pourra reprendre que lorsque la remise en état de la phase 2 sera achevée.

Dans le cas où l'exploitant choisit de régulariser sa situation auprès de l'inspection, le présent arrêté de mise en demeure ne sera levé qu'une fois la modification du phasage actée par l'administration ».

Constats :

Le porter-à-connaissance concernant les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état a été déposé par l'exploitant le 28 novembre 2024.

Le dossier indique que *"l'exploitation sera focalisée principalement dans la partie ouest de la carrière où le gisement sera extrait sur 3 paliers. Elle continuera également de progresser vers le sud sur un palier unique."*

Par ailleurs, l'exploitation sur la partie est du site a été arrêtée, ce qui a été constaté au cours de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : limitation des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.1

Thème(s) : Risques chroniques, limitation des consommations

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs.[...]

Constats :

Le relevé des consommations est réalisé journalièrement.
Les résultats sont enregistrés informatiquement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

<p>1°) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>2°) Tout stockage éventuel d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>3°) Les réservoirs, tuyauteries, robinets, joints et tous les équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou dangereuses sont réalisés dans des matériaux résistant à l'action mécanique et chimique des substances.</p> <p>4°) Les produits récupérés en cas d'accidents ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit considérés comme des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, les produits présentant des risques de pollution étaient majoritairement stockés dans des conteneurs munis de rétentions. Cependant, ces rétentions étaient apparues mal entretenues, pleines, diminuant ainsi les capacités de rétention.</p> <p>Les rétentions des installations ont été inspectées et sont apparues vides et propres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5, - température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C, - couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mlPt/l, - absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C, - matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l, - demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125mg/l, - hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l. <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les</p>

hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Les analyses d'octobre 2023, vérifiées lors de l'inspection du 23 juillet 2024 montraient des dépassements en MES (170 mg/L) et en pH (8,7). L'analyse annuelle pour 2025 a été réalisée le 7 août. Les valeurs mesurées sont conformes à l'arrêté préfectoral, en particulier le pH (8,0) et les MES (31mg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'évolution
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000 ^{ème} de la carrière. Sur ce plan sont reportées : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m, - la position des fronts, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : La précédente visite d'inspection a relevé que : Le plan avait été mis à jour le 03/11/2023 et que celui-ci est à l'échelle 1/1250, que le rayon des 50 m est absent et que le périmètre autorisé inclut celui de l'usine alors que les deux périmètres sont distincts. La dernière mise à jour du plan topographique a été réalisée le 20 novembre 2024. Celui-ci dispose de l'échelle au 1/2000 ^{ème} , fait apparaître le rayon de 50 mètres autour de la carrière et la distinction entre la carrière et l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, constitués d'extincteurs, réserve de sable, d'une réserve d'eau de 120 m ³ au moins qui peut être commune avec celle du four à chaux voisin.[...]
Constats :

L'exploitant ne disposait pas de réserve de sable lors de la précédente inspection.
La réserve de sable a été mise en place et a été vue au cours de la présente visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 3

Thème(s) : Situation administrative, tonnage extrait

Prescription contrôlée :

Rubrique	Désignation	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	600 000 tonnes/an	Autorisation
2515	Broyage concassage de minéraux	500 kW	Autorisation
2517	Station de transit de minéraux	70 000 m ³	Déclaration

Constats :

Pour l'année 2025, et jusqu'à la date de l'inspection, le tonnage extrait et expédié s'élève à 130 000 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.1 Al.1

Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur

Prescription contrôlée :

L'extraction de calcaire concerne les horizons géologiques de l'oxfordien sur une épaisseur maximale de 45 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote 214 m NGF et à 2 m au-dessus des hautes eaux de la nappe phréatique.

Constats :

Le dernier levé topographique de novembre 2024 fait apparaître une cote minimale à 215,84 NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, retombées de poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : La dernière campagne de mesures des retombées atmosphériques s'est déroulée en août et septembre 2025. 5 points de mesures sont mis en place ainsi qu'un point témoin. Le jour de l'inspection l'exploitant ne disposait pas des résultats. La précédente campagne a eu lieu du 17 février au 19 mars. Les valeurs sont toutes conformes. La mesure la plus élevée se situe au point 3 à proximité de l'installation de traitement primaire (382 mg/m ² /jour). La carrière dispose de sa propre station météorologique, située sur le toit des bureaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira les résultats de la campagne de mesures réalisée pendant la période août septembre dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite